

Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

EMMANUELLE MAITRE
Observatoire sous la direction de
BRUNO TERTRAIS

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
VEILLE	4
1. États-Unis	4
2. Russie	4
3. Inde	4
4. DPRK	4
QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES	5
1. Stabilité stratégique, arms control et nouvel âge nucléaire Par Benjamin Hautecouverture.....	5
2. La transparence vue de la Conférence du désarmement Par Bruno Tertrais.....	7
QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES	10
1. Point d'étape sur le bombardier stratégique américain B-21 Raider Par Emmanuelle Maitre.....	10
PUBLICATIONS ET SEMINAIRES	12
1. Le « tabou nucléaire » en débat	12
CALENDRIER	14

Jun 2023

AVANT-PROPOS

Ce bulletin s'ouvre sur les propos récents du Conseiller à la sécurité nationale Jack Sullivan, qui continue de soutenir l'objectif de maîtrise des armements tout en notant les difficultés du contexte actuel.

Il évoque un débat récent organisé à la conférence du désarmement sur la notion de transparence et en tire les principaux enseignements.

Alors que le bombardier stratégique américain B-21 devrait effectuer son premier vol d'ici la fin de l'année, le bulletin fait un point sur l'avancée du programme.

Enfin, il recense différentes publications récentes consacrées à la notion de tabou nucléaire.

Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.

VEILLE

1. États-Unis

1^{er} juin 2023 : annonce par Washington que les États-Unis ne transmettront plus de [notifications](#) à la Russie sur leurs forces stratégiques au titre du Traité New Start¹.

14-17 juin 2023 : possible essai du SLBM [Trident II-D5](#) en Atlantique².

2. Russie

9 juin 2023 : annonce par V. Poutine que les installations de stockage bélarusses seront prêtes à l'accueil [d'armes nucléaires russes](#) à partir du 7-8 juillet 2023³.

3. Inde

1^{er} juin 2023 : lancement réussi de [l'Agni-1](#)⁴.

4. DPRK

1^{er} juin 2023 : accord entre les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud sur le [partage des données](#) liées à la détection de tirs de missiles par la Corée du Nord⁵.

15 juin 2023 : lancement d'un [SRBM-MRBM](#) sur une portée d'environ 852-900 km, potentiellement du KN-23⁶.

¹ « US to stop giving Russia some New START nuclear arms data », *Reuters*, 1^{er} juin 2023.

² Marco Langbroek, Twitter, 13 juin 2023.

³ « Russia to deploy tactical nuclear weapons in Belarus in July », says Putin, *Reuters*, 9 juin 2023.

⁴ « Successful training launch of Agni-1 ballistic missile », Ministry of Defence, India, 1^{er} juin 2023.

⁵ « US, Japan, South Korea Aim to Share North Korea Missile Warning Data », *The Defense Post*, 3 juin 2023.

⁶ Joseph Dempsey, Twitter, 15 juin 2023.

QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

1. *Stabilité stratégique, arms control et nouvel âge nucléaire*

Par Benjamin Hautecouverture

Dans un discours prononcé au forum annuel de l'« Arms Control Association » au « National Press Club » à Washington le 2 juin 2023⁷, le Conseiller pour la sécurité nationale du président Biden, Jake Sullivan, détailla la stratégie d'*arms control* poursuivie par l'administration en place.

Revenant sur les grandes heures de l'exercice au cours de la Guerre froide, il commença par estimer que l'une des caractéristiques principales de cette époque fut la capacité des « nations » de compartimenter les questions relatives à la stabilité stratégique alors même qu'elles étaient à peu près incapables de coopérer sur autre chose. Ensuite, il rappela que dissuasion et *arms control* sont les deux faces d'une même pièce : repenser l'*arms control* ne peut se faire que sur le socle d'une dissuasion élargie robuste, mise à niveau, fiable. Enfin, Jake Sullivan énonça les trois volets d'une approche renouvelée destinée à renforcer la discipline tout en réduisant les risques nucléaires qui caractérisent l'époque décrite comme étant une « ère » en cours de changement (« *changing nuclear age* »), sans que ce changement ne soit d'ailleurs spécifiquement détaillé ou documenté⁸.

Premièrement, l'administration Biden confirme sa disposition à s'engager dans des discussions d'*arms control* stratégique avec la Russie comme avec la Chine sans préconditions. Cela implique en particulier qu'en dépit de la suspension des engagements de vérification au titre du Traité New Start, Washington dit continuer à respecter les « limites centrales » conclues par le Traité en attendant le retour de la Russie au respect total de ses obligations. Les observateurs noteront tout de même sur ce premier volet que la Maison Blanche semble désormais insister sur l'après-New Start plutôt que sur le retour de la Russie au respect de ses engagements. L'on se souvient en particulier de la déclaration des pays du G7 à Hiroshima au mois de mai 2023 selon laquelle « nous regrettons profondément la décision de la Russie de compromettre le Traité New Start et nous appelons la Russie à permettre le retour à la mise en œuvre entière du Traité »⁹. Pour le Conseiller à la sécurité nationale, la reprise de l'*arms control* stratégique signifie aussi que l'avenir des discussions avec la Russie après l'échéance de 2026 sera

⁷ Remarks by National Security Advisor Jake Sullivan for the Arms Control Association (ACA) Annual Forum, [National Press Club](#), 2 juin 2023.

⁸ Il ne serait pas surprenant que l'argument d'un changement d'âge nucléaire finisse par s'imposer dans le discours de l'expertise par la généralisation de son usage davantage que par le bien-fondé de sa construction. *A contrario*, l'idée d'un troisième ou quatrième âge nucléaire mériterait d'être passée au crible d'une analyse critique systématique.

⁹ Voir par exemple Shannon Bugos, « Russia Open to Hearing U.S. Arms Control Proposal », [Arms Control Now](#), 22 juin 2023.

conditionné par la taille et par l'échelle du développement capacitaire chinois. Pour autant, Jake Sullivan a prévenu que l'augmentation de l'arsenal combiné de la Russie et de la Chine ne sera pas de nature à générer une augmentation de l'arsenal américain : « *les États-Unis, insista-t-il, n'ont pas besoin d'accroître leurs forces nucléaires pour dépasser en nombre le total combiné de leurs compétiteurs afin de parvenir à les dissuader* »¹⁰.

Deuxièmement, la Maison Blanche se dit prête à s'engager dans de nouveaux efforts multilatéraux. Sur ce plan, c'est essentiellement ce que le format P5 peut permettre d'atteindre qui fut détaillé. L'on voit en effet mal un autre format multilatéral pertinent sur les questions nucléaires stratégiques générer quelque discussion valable entre les États-Unis, la Chine et la Russie en ce moment. Pour mémoire, les experts techniques du P5 se sont réunis au Caire à la mi-juin. Selon le Conseiller à la sécurité, le cadre reste pertinent pour établir un nouveau régime de notification deancements de missiles entre les cinq États dotés. En outre, certaines mesures précises de réduction du risque nucléaire pourraient être proposées : l'engagement à maintenir le facteur humain dans les dispositifs de commande et de contrôle ; l'établissement de canaux de communication de crise entre les cinq capitales ; un engagement à la transparence sur les politiques, les doctrines et les budgets ; des mesures de gestion spécifiques de la place des armes non stratégiques dans les dispositifs de dissuasion.

Troisièmement, Jake Sullivan insista sur la nécessité d'édifier de nouvelles « normes » et « valeurs » propres à l'âge nucléaire contemporain qui puissent être partagées par tous. Il s'agit ici essentiellement de s'accorder sur le développement et l'utilisation de technologies susceptibles de compliquer un conflit nucléaire potentiel : les domaines spatial et cyber, la place de l'intelligence artificielle dans les nouveaux systèmes et architectures, l'hypervélocité, notamment. Naturellement, les propositions de comportements responsables dans l'espace tout comme les principes d'usage de l'intelligence artificielle dans le domaine militaire furent rappelés comme les deux champs emblématiques de l'approche américaine depuis plusieurs années dans les forums internationaux.

Pour l'heure, le discours de M. Sullivan semble avoir été reçu par Moscou avec une faveur prudente. Dès le 5 juin, le porte-parole du Kremlin Dimitri Peskov qualifiait les remarques du Conseiller à la sécurité nationale d'« importantes et positives », se disant dans l'attente de propositions concrètes par voie diplomatique.¹¹ Pour autant, Sergei Ryabkov tempérait cet enthousiasme le 21 juin en rappelant la position russe selon laquelle « *tant que Washington et l'Occident dans son ensemble ne révisent pas leur politique agressive anti-Russe (...) des négociations productives en matière d'arms control seront presque impossibles* »¹². Le même Ryabkov avait tout de même promis le 8 juin que des propositions concrètes adressées par Washington seraient considérées.

Coincé entre le vœu d'un monde exempt d'armes nucléaires émis par les pays du G7 au mois de mai et l'annonce russe du transfert d'armes nucléaires tactiques au Belarus à la mi-juin, le programme

¹⁰ Fondée sur une analyse des pratiques dissuasives de guerre froide, la prévention d'une course à l'armement est une constante du discours officiel américain récent aux plans politique comme doctrinal. C'est une illustration de l'idée selon laquelle ce n'est pas la course à l'armement qui caractérise de manière spécifique ou judicieuse les rapports entre puissances contemporaines.

¹¹ Shannon Bugos, op. cit.

¹² Ibid.

américain de reprise de l'*arms control* nucléaire stratégique par la voix du Conseiller à la sécurité nationale du Président est à l'évidence une marque de volontarisme fondée sur la confiance dans le pragmatisme de la discipline. D'aucuns se féliciteront de ce que le ton de Washington n'est plus à considérer les régimes de Moscou et de Pékin comme « anormaux » en la matière. Ce fut si souvent le cas dans la bouche d'un Christopher Ford sous la précédente administration par exemple, pour un gain spécifique et général radicalement nul. Pour autant, l'exorde de l'adresse du 2 juin pose probablement l'enjeu crucial pour l'avenir de l'*arms control* stratégique. Résumant très justement l'histoire de la Guerre froide, Jake Sullivan releva que le phénomène de cloisonnement qu'il soulignait « fut le fondement de la (...) stabilité stratégique (...) pendant des décennies. ». À cet égard, ce n'est pas tant l'érosion de la pratique historique de l'*arms control* avec la Russie qui semble inquiéter Washington que les dispositions de Pékin : « (...) nous n'avons pas encore constaté, reconnut-il, de volonté de la part de la Chine de séparer la stabilité stratégique des questions plus générales qui se posent dans le cadre de nos relations. » L'on peut certes s'inquiéter de ce que la position d'un Ryabkov le 21 juin dernier évoque un même manque de volonté. Néanmoins, la complexité et la longévité du dialogue stratégique américano-russe engage plus à la prudence qu'à l'idée selon laquelle la Russie serait devenue sans nuance un pirate stratégique désinhibé oublieux de ce que le dialogue stratégique entre puissances a d'utile par son cloisonnement.

En dernière analyse, l'approche de l'administration démocrate actuelle en matière d'*arms control* tâche de combiner les acquis utiles d'une discipline traditionnelle qui fit ses preuves dans un contexte historique révolu avec des pistes contemporaines de réflexion pour la renouveler. De ce point de vue, l'exhumation récente de la « réduction des risques » fournit naturellement quelques idées pratiques de bon sens. *A contrario*, l'engouement actuel pour la promotion de comportements étatiques responsables peine à convaincre du fait de la faiblesse de l'argument aux plans stratégique comme opérationnel, même si l'on en comprend l'utilité diplomatique marginale¹³.

2. **La transparence vue de la Conférence du désarmement**

Par Bruno Tertrais

La présidence française de la Conférence du désarmement a organisé un débat sur la transparence le 6 juin 2023 à Genève. Quelques traits saillants de ce débat sont résumés ci-dessous.

L'Australie a salué les efforts français et britannique, et notamment la démarche itérative qui a consisté à discuter des rapports nationaux avec des États non dotés (Pays-Bas, Philippines). **La Chine** a rejeté d'emblée les déclarations de l'Union européenne (via la Suède) à son endroit, alléguant que « certaines délégations font preuve de moins en moins d'objectivité et de professionnalisme ». Elle a demandé aux panelistes de définir qui devrait, selon eux, décider du niveau souhaitable de transparence. (**L'auteur de ces lignes** lui a répondu que chaque État décidait, naturellement, du degré de confiance qu'il souhaite que la communauté internationale ait en lui.) Dans son intervention formelle, elle

¹³ Dans cette littérature récente très abondante, voir par exemple Ulrich Kühn et Heather Williams, « A New Approach to Arms Control – How to Safeguard Nuclear Weapons in an Era of Great-Power Politics », *Foreign Affairs*, 14 juin 2023.

a estimé que la transparence n'est pas une fin en soi, et qu'il n'y a pas de norme universelle possible dans ce domaine.

Le Royaume-Uni a contesté les arguments chinois. Il a interrogé les panelistes sur la contribution de la transparence à la vérification et à l'irréversibilité du désarmement. **La Russie** a insisté sur les limites de la transparence et les vertus de « *l'ambigüité constructive* », qu'elle a voulu contraster avec « *l'ambigüité alarmante* » de la doctrine américaine. Elle s'est interrogée sur le manque allégué de transparence des accords AUKUS. **Le Pakistan** a interrogé les panelistes sur l'évaluation de la transparence. L'auteur de ces lignes a répondu qu'une démarche d'évaluation séparée à l'aveugle, par certains États (ex. NPT) et certaines ONG ou *think-tanks*, pourrait être une bonne méthode. Dans son intervention formelle, il a avancé que l'ambigüité était plus importante pour les pays disposant des plus petits arsenaux. Par ailleurs, il a suggéré que la transparence sur les postures (niveaux de disponibilité des forces en particulier) pouvait être plus importante que celle qui concerne les doctrines. Enfin, il a insisté sur le fait que la transparence nucléaire, selon lui, ne pouvait être détachée de la transparence sur les forces classiques, et ainsi sur la nécessité d'avoir une approche « globale » de la transparence. **L'Ukraine** a mis en exergue les risques inhérents au déploiement potentiel d'armes nucléaires russes en Biélorussie et sur ceux relatifs au sort du complexe nucléaire de Zaporijia.

Pour sa part, invité à participer comme paneliste, **l'auteur de ces lignes** avait fait valoir plusieurs points. Tout d'abord, la transparence nucléaire contribue à la réduction des risques, en accroissant la confiance mutuelle et en minimisant les risques d'incompréhension. Elle est encore plus importante en l'absence d'accords de maîtrise des armements. Elle permet par ailleurs, pour les États dotés, de montrer que l'on respecte l'Article VI du TNP. Les États dotés ont une responsabilité particulière (« aucun État doté ne doit être moins transparent qu'un État non doté »), mais la transparence doit concerner tous les États disposant d'armes nucléaires. Par ailleurs, pour les démocraties, un minimum de transparence est un devoir. Y compris, peut-être, pour les États hôtes (OTAN). Hors maîtrise des armements, la transparence se manifeste notamment par des déclarations, des textes, des images et des visites.

Elle concerne potentiellement huit domaines : statut de l'État, sa doctrine, ses capacités, ses principes de planification, ses exercices, ses installations (démantelées), ses stocks de matières, son budget nucléaire militaire. Elle permet de vérifier la cohérence entre « ce que l'on entend » (les déclarations officielles) et « ce que l'on voit » (le renseignement). La transparence sur les capacités (nombre, types, unités) peut contribuer à éviter la surestimation des capacités adverses et donc de limiter les risques de course aux armements, ainsi qu'à éviter les risques de confusions entre moyens nucléaires et moyens classiques. Il est en particulier utile de savoir :

- Quelle ambition est-elle recherchée ?
- Quelle définition de la « suffisance » ou de la dissuasion « minimale » ?
- L'État revendique-t-il (encore) d'avoir « le plus petit arsenal » ?

La transparence sur les doctrines contribue à éviter les incompréhensions et donc à assurer la dissuasion. Les limites aux conditions d'emploi peuvent aussi contribuer à la non-prolifération. Il est en particulier utile de savoir :

- Qui contrôle les armes ?
- S'agit-il seulement de dissuasion ?
- Quel serait le seuil nucléaire ?
- Quelle serait la nature de la riposte ?
- Des options limitées sont-elles envisagées ? Si oui, dans quel but seraient-elles exercées ?
- Certains moyens ont-ils un statut particulier, différent des autres ?
- Le lancement sur alerte est-il envisagé ?

La transparence sur les exercices peut elle aussi contribuer à limiter les incompréhensions doctrinales ? La Russie à cet égard ne fait pas preuve d'autant de transparence que ce qui serait souhaitable. À l'inverse, il faut saluer la transparence nouvelle de l'OTAN dans ce domaine (*Steadfast Noon*). La transparence a cependant des limites. Il faut préserver la liberté d'action des décideurs, et empêcher que l'agresseur puisse calculer les risques inhérents à son agression. Il faut minimiser les risques de frappe préemptive (localisation et caractéristiques exactes des forces). Ainsi bien sûr, en amont, que les risques de prolifération (statut dans certains cas ; formules d'armes ; etc.). Il faut donc placer le curseur au bon endroit et un excès de transparence peut parfois être nocif.¹⁴

¹⁴ On peut appeler cela le « principe Florence Nightingale » : « *Whatever hospitals do, they should not spread disease* ».

QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

1. *Point d'étape sur le bombardier stratégique américain B-21 Raider*

Par Emmanuelle Maitre

Le nouveau bombardier stratégique américain, B-21 Raider, continue d'être au cœur des efforts de recapitalisation de la Triade. Les propositions budgétaires de l'administration Biden pour l'année fiscale 2024 prévoient plus de 2.745 milliards d'investissements en R&D pour le bombardier. L'*Air Force* ouvre également une nouvelle ligne budgétaire en R&D qui concerne la modernisation du B-21. Certains ont pu s'étonner qu'un appareil pas encore en service requiert déjà un programme de modernisation, mais l'*Air Force* a laissé entendre qu'il s'agissait d'une ligne permettant en particulier l'intégration du futur missile de croisière LRSO au porteur¹⁵. La certification nucléaire de l'appareil est prévue au moins deux ans après la mise en service de l'appareil.

244 millions sont également budgétés pour 2024 en matière de construction militaire, et 2.325 milliards en matière d'acquisition. Étant donné que le programme fait l'objet d'une classification particulière, il n'est pas possible de suivre dans le détail les justifications budgétaires produites par l'administration, ni de connaître les explications derrière la réduction du budget du B-21 opérée par exemple par le Congrès pour l'année fiscale 2023¹⁶. L'avionneur en charge du programme a indiqué que les coûts seraient sans doute inférieurs aux prédictions de l'*Air Force* visant une facture d'environ 25 milliards pour l'ensemble du programme, une circonstance peu fréquente pour ce genre de programme¹⁷.

Pour rappel, le Raider, qui rend hommage par son nom à un raid aérien conduit en août 1942 par le lieutenant-colonel Jimmy Doolittle, est un projet confié à un consortium mené par Northrop Grumman¹⁸. Le Raider est notamment construit en Californie, dans le désert du Mojave, sur le site de l'*Air Force* 42. Mais le programme dépend de l'implication de dizaines d'autres sites, réparties dans 40 États et employant environ 8 000 personnes.

¹⁵ William Hennigan, « Exclusive: The Making of the U.S. Military's New Stealth Bomber », [Time](#), 3 décembre 2022.

¹⁶ Réduction de 110 millions sur le budget de R&D par rapport aux demandes du Pentagone pour l'année fiscale 2023 et de 97 millions pour l'année fiscale 2022.

¹⁷ Anthony Capaccio, « B-21 Bomber Delivers Pentagon Surprise: It's Under Budget So Far », [Bloomberg](#), 17 juin 2022.

¹⁸ Mike Martin, « The B-21 has a name: Raider », [Air Force Public Affairs](#), 19 septembre 2016.

L'acquisition de 100 avions au moins est prévue, avec un coût unitaire estimé autour de 692 millions de dollars¹⁹. Un rapport de l'influent *Mitchell Institute for Aerospace Studies* a suggéré en 2023 de doubler le volume d'avions envisagés afin de compenser la montée en puissance chinoise²⁰. Le 2 décembre 2022, une cérémonie officielle, ouverte par le secrétaire à la Défense Lloyd Austin, a permis d'inaugurer le programme devant 3 000 invités. Le premier vol du Raider était prévu pour l'année 2023, mais il est très possible que le calendrier glisse de quelques mois²¹.

Le B-21 a été conçu pour assurer sa furtivité. L'objectif est de réduire la signature acoustique et infrarouge, en particulier en volant à des vitesses subsoniques et d'utiliser des moteurs embarqués dans les ailes. Les matériaux utilisés pour le revêtement font l'objet d'une attention particulière, dans le but d'absorber les ondes radar. Grâce aux progrès technologiques effectués dans ce domaine, le B-21 parviendrait à être plus furtif encore que le B-2. Le programme s'appuie sur le retour d'expérience acquis du B-2, en essayant d'éviter de reconduire les erreurs ayant fait de cet appareil un porteur très coûteux et fragile. Ainsi, le B-2 ne pouvait être stationné que dans des hangars à température contrôlée, la maintenance était extrêmement complexe et nécessitait de retirer le revêtement extérieur, et surtout très longue avec des mois d'immobilisation après chaque vol. Le B-21 se veut beaucoup plus résilient et opérationnel, pouvant être stationné à l'extérieur et est conçu avec des trappes d'accès pour faciliter la maintenance. Le ratio heures de vol/maintenance se veut donc considérablement réduit²².

¹⁹ William Hennigan, op. cit.

²⁰ Audrey Decker, « Air Force Should Double Its B-21 Purchase Plans, Think Tank Says », [Defense One](#), 16 mars 2023.

²¹ « US Air Force expects delay in first flight of B-21 stealth bomber », [Bloomberg](#), 16 mars 2023.

²² William Hennigan, op. cit.

PUBLICATIONS ET SEMINAIRES

1. Le « tabou nucléaire » en débat

En février 2022, Janina Dill, Scott Sagan et Benjamin Valentino ont publié un article dans *Security Studies* sur la résilience du tabou nucléaire²³. Au printemps 2023, la revue a organisé une table-ronde académique sur la notion de tabou autour de l'analyse de Dill, Sagan et Valentino, ce qui donne l'occasion de revenir sur ce débat important. L'étude de 2022 vise à comparer les attitudes du grand public sur l'opportunité de conduire une frappe nucléaire, aux États-Unis, en Israël, en France et au Royaume-Uni. Les chercheurs observent des réactions relativement similaires entre les pays, avec en particulier la prépondérance d'une logique « conséquentialiste » : une majorité de répondants sont en faveur d'une frappe nucléaire si c'est l'option la plus efficace, dans une logique coût-avantage. Cependant, le soutien à l'option décline à mesure que le nombre de victimes civiles collatérales augmente. Les auteurs concluent de cette large étude plusieurs observations. Premièrement, il n'existe pas de spécificité américaine, même si des variations sont notables entre pays, avec un soutien plus fréquent pour l'usage de l'arme nucléaire recensé en Israël, et plus systématiquement plus faible au Royaume-Uni. Deuxièmement, la majorité des répondants sont conscients des dimensions éthiques liées à une telle frappe, mais il n'existe pas pour eux de blocages normatifs ou de tabou fort à l'utilisation d'armes nucléaires si cela semble un choix plus efficace qu'une frappe conventionnelle. Troisièmement, la préférence donnée à la vie de ses concitoyens, ou « partialité patriotique », est un facteur corrélé à une préférence pour une frappe nucléaire, tout comme un fort sentiment de vengeance, examiné dans l'étude à travers le soutien à la peine de mort.

Parmi les auteurs ayant participé à la table-ronde de 2023, Mark Bell soutient l'idée d'un usage opportuniste de l'arme nucléaire par les États et de la faiblesse relative des contraintes normatives²⁴. Il pointe quelques limites liées à la méthodologie des recherches conduites sur la notion abstraite de « tabou ». Il note que les conclusions de l'étude ne détruisent pas entièrement le concept de tabou, qui reste soutenu par les faits et le non-emploi de l'arme nucléaire depuis 1945, et appelle à donner toute sa place à l'incertitude qui règne dans ce champ d'étude. Målfrid Braut-Hegghammer cherche à expliquer les variations nationales sur la propension à utiliser l'arme nucléaire²⁵. Elle met en valeur

²³ Janina Dill, Scott Sagan et Benjamin Valentino, « Kettles of Hawks: Public Opinion on the Nuclear Taboo and Noncombatant Immunity in the United States, United Kingdom, France, and Israel », *Security Studies*, vol. 31, n° 1, 2022.

²⁴ Mark Bell, « The Nuclear Taboo and the Inevitability of Uncertainty », *Security Studies*, vol. 32, n° 1, 2023.

²⁵ Målfrid Braut-Hegghammer, « Birds of a Feather? Probing Cross-National Variation in Nuclear Inhibitions », *Security Studies*, vol. 32, n° 1, 2023.

l'influence du sentiment de menace, les facteurs historiques et socio-culturels à l'origine d'une « partialité patriotique » ou d'un désir de vengeance, qui créent des profils particuliers chez les États ayant acquis l'arme nucléaire plus récemment. Elle insiste aussi sur les différents facteurs sociaux pouvant influencer le comportement des élites chargées de la politique nucléaire des différents États, et les interactions entre l'opinion publique et les politiques de sécurité dans les démocraties.

Yogesh Joshi²⁶, de son côté, met en valeur le fait que la nature de la cible peut encourager ou limiter le sentiment de préférence nationale et de vengeance. En comparant avec des études similaires conduites sur un public indien, il montre un plus fort soutien pour une frappe nucléaire contre un adversaire pour lequel il existe une plus forte hostilité, en l'espèce le Pakistan, par rapport à la Chine, perçue comme plus modérée et moins susceptible de mener une attaque nucléaire.

Enfin, Benoît Pelopidas et Kjølv Egeland contestent également l'idée de tabou²⁷, en expliquant qu'avec l'adoption de doctrine de dissuasion nucléaire et la maintenance d'arsenaux en condition opérationnelle, le non-emploi est en permanence conditionné au comportement de l'adversaire. Ils s'interrogent sur la pertinence de demander au public son opinion sur l'usage du nucléaire dans le cadre d'un scénario relativement réaliste et anxiogène, ou de manière plus théorique et absolue, une question qui se pose par exemple lors des sondages sur le soutien à la torture ou à la peine de mort. Ils questionnent également la manière dont ce type d'étude doit être publié et les interprétations potentiellement faites d'une moindre réticence du public à recourir à l'arme nucléaire. En effet, jusqu'à présent, l'opinion publique a plutôt selon plusieurs études été un facteur de retenue dans les politiques nucléaires de certains États et en particulier des États-Unis.

Dill, Sagan et Valentino répondent à certaines de ces remarques²⁸. Ainsi, concernant le fait historique que l'arme nucléaire n'a pas été utilisée depuis 1945, ils suggèrent que les États démocratiques dotés de l'arme nucléaire n'ont sans doute pas été dans des situations où les avantages d'une frappe nucléaire compensaient ses inconvénients, y compris d'ordre éthiques. De plus, ils estiment que la dissuasion mutuelle et la crainte d'établir un précédent ont sans doute joué un rôle dans cette retenue observée. Ils justifient le choix de placer les sondés dans des contextes « émotionnels », cette méthode étant plus réaliste sur les situations dans lesquelles la question d'une frappe nucléaire pourrait être amenée à se poser. Les auteurs notent un possible biais sur les cibles, en fonction de l'hostilité préexistante, et admettent que le contexte sécuritaire joue vraisemblablement un rôle dans les variations nationales et en particulier dans le positionnement singulier des citoyens israéliens interrogés. Ils concluent sur les dilemmes moraux créés par la publication de résultats troublants quant aux préférences de l'opinion publique. Ils notent que ce type de recherche peut permettre à la communauté scientifique de mieux informer le public sur les conséquences des armes nucléaires, et de manière générale d'essayer de faire évoluer ces préférences.

²⁶ Yogesh Joshi, « Who Is Getting Nuked? Nuclear Taboo, Adversary Types, and Atomic Dispositions », *Security Studies*, vol. 32, n° 1, 2023.

²⁷ Benoît Pelopidas et Kjølv Egeland, « Thinking about What People Think about Nuclear Weapons », *Security Studies*, vol. 32, n° 1, 2023.

²⁸ Janina Dill, Scott Sagan et Benjamin Valentino, « Public Opinion and the Nuclear Taboo Across Nations: An Exchange—The Authors Reply », *Security Studies*, vol. 32, n° 1, 2023.

CALENDRIER

Prochains événements et webinaires :

- **13 juillet 2023:** New Voices: 2023 Conference on Diversity in Nuclear Policy, séminaire hybride, Carnegie Endowment for International Peace